

Projet de de règlement grand-ducal

modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 septembre 1993 concernant les solvants d'extraction utilisés dans la fabrication des denrées alimentaires et leurs ingrédients

Avis du Conseil d'État

(16 janvier 2018)

Par dépêche du 7 juillet 2017 du Premier ministre, ministre d'État, le Conseil d'État fut saisi du projet de règlement grand-ducal sous rubrique, élaboré par la ministre de la Santé.

Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs, d'une fiche d'évaluation d'impact, d'une fiche financière, d'un texte coordonné du projet de règlement grand-ducal modifié du 3 septembre 1993 concernant les solvants d'extraction utilisés dans la fabrication des denrées alimentaires et leurs ingrédients que le projet de règlement grand-ducal sous avis tend à modifier, du texte de la directive (UE) 2016/1855 de la Commission du 19 octobre 2016 modifiant la directive 2009/32/CE du Parlement européen et du Conseil relative au rapprochement des législations des États membres concernant les solvants d'extraction utilisés dans la fabrication des denrées alimentaires et de leurs ingrédients, ainsi que de l'avis de la Chambre de commerce sur l'avant-projet de règlement grand-ducal.

L'avis de la Chambre des métiers n'a pas encore été communiqué au Conseil d'État au moment de l'adoption du présent avis.

Le présent texte a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive (UE) 2016/1855 précitée. Cette directive vise à modifier la teneur maximale en résidus pour l'éther diméthylique en tant que solvant d'extraction dans les produits à base de protéines animales dégraissées, comme le collagène et les dérivés du collagène, de 0,009 mg/kg à 3 mg/kg et d'ajouter une nouvelle utilisation pour l'extraction de produits protéiques aux fins de l'obtention de gélatine avec une teneur maximale en résidus de 0,009 mg/kg. L'autorité européenne de sécurité des aliments a conclu que l'utilisation de l'éther diméthylique en tant que solvant d'extraction, dans les conditions d'utilisation prévue et avec les teneurs maximales en résidus proposées de 3 mg/kg dans le collagène et les dérivés du collagène et de 0,009 mg/kg dans la gélatine, ne présentait aucun risque.

Examen des articles

L'examen des articles ne donne pas lieu à observation.

Observations d'ordre légistique

Intitulé

L'intitulé n'est pas à faire suivre d'un point, étant donné que les intitulés ne forment pas de phrase.

Préambule

Lorsqu'un acte est cité, il faut veiller à reproduire son intitulé tel que publié officiellement, indépendamment de sa longueur, sauf s'il existe un intitulé de citation. Au premier visa, il convient dès lors d'ajouter une virgule entre la date et l'objet de l'acte dont question.

Au troisième visa, il y a lieu d'écrire « Chambre de commmerce » avec une lettre « c » minuscule.

Au quatrième visa, il y a lieu d'écrire « Chambre des métiers » avec une lettre « m » minuscule.

Les visas relatifs aux avis des chambres professionnelles sont à adapter, le cas échéant, pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où le règlement grand-ducal en projet sera soumis à la signature du Grand-Duc.

À l'endroit du ministre proposant, il convient d'écrire « Gouvernement en conseil » avec une lettre « c » minuscule.

Article 1^{er}

Le Conseil d'État constate que l'article sous avis se limite à renvoyer à l'annexe du règlement en projet sous avis. Or, la modification de l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 3 septembre 1993 concernant les solvants d'extraction utilisés dans la fabrication des denrées alimentaires et leurs ingrédients, est à effectuer par le biais de l'article sous avis et non par le biais de l'annexe du règlement en projet. Partant, le Conseil d'État demande de libeller l'article sous examen comme suit :

« **Art. 1^{er}.** À l'annexe, partie II, du règlement grand-ducal modifié du 3 septembre 1993 concernant les solvants d'extraction utilisés dans la fabrication des denrées alimentaires et leurs ingrédients, l'entrée relative à l'éther diméthylique est remplacée par le texte suivant :

« [...] » ».

En ce qui concerne le texte de l'annexe qu'il s'agit de remplacer, il convient encore de citer l'intitulé complet du règlement européen dont question, en l'occurrence le « règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale, tel que modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2016/355 ».

Annexe

Suite aux observations relatives à l'article 1^{er} ci-avant, l'annexe du règlement grand-ducal en projet est superfétatoire et à supprimer.

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 21 votants, le 16 janvier 2018.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes